

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg , le 5 juillet 2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Partie nominative**

#### **BF2 Rheinpark**

Chemin départemental 37  
67116 REICHSTETT

Affaire suivie par : HEINTZ Jeremie

Téléphone :

Courriel : [jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr](mailto:jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr)

Références : 0067. 00479 JH/AR

Pièces jointes :

**Nos réf.** :0067. 00479 JH/AR

**Affaire suivie par** : Jérémie HEINTZ

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 03/06/2022 de l'établissement BF2 Rheinpark implanté Chemin départemental 37 67116 REICHSTETT. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- Monsieur HEINTZ Jeremie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Monsieur Nicolas PFISTER Directeur des Opérations Activités BF2 RHEINPARK

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement HEINTZ Jeremie	l'adjoint au Chef de l'Unité Départementale du Bas-Rhin : Marc SPOHR	l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines : Sébastien CODINA
		Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 03/06/2022 de l'établissement BF2 Rheinpark implanté Chemin départemental 37 67116 REICHSTETT, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg , le 5 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BF2 Rheinpark**

Chemin départemental 37  
67116 REICHSTETT

Références : 0006700479 JH/AR

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement BF2 Rheinpark implanté Chemin départemental 37 67116 REICHSTETT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BF2 Rheinpark
- Chemin départemental 37 67116 REICHSTETT
- Code AIOT dans GUN : 0006700479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La raffinerie dite de REICHSTETT est localisée sur les bancs communaux de Reichstett et Vendenheim. Elle a été exploitée de 1962 à 2011. Elle était soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, le premier arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une raffinerie de pétrole a été délivré le 07/07/1959. Suite à l'extension et à l'augmentation de capacité de la raffinerie et du dépôt associés, plusieurs arrêtés préfectoraux d'autorisation ont été pris, notamment :

- autorisation extension du 22/12/1980 (craquage catalytique en lit fluidisé) ;
- autorisation du 29/11/2001 (installation de cogénération, codification des prescriptions complétée le 28/10/2004 ;
- arrêté préfectoral du 28/03/2008 autorisant la société Petroplus Raffinage Reichstett (PRR) à reprendre l'exploitation des installations de raffinage de pétrole brut précédemment exploitées à Reichstett et Vendenheim par la Compagnie Rhénane de Raffinage ;
- arrêté préfectoral du 23/10/2010 de mise à jour des prescriptions associées à

l'autorisation d'exploiter la raffinerie de pétrole de Reichstett et Vendenheim.

La cessation d'activité a été déclarée par le courrier du 07/06/2011. La société PRR, dernier exploitant, a été mise en liquidation judiciaire le 10/02/2014. Maître Fabienne JENNER a été nommée mandataire judiciaire. L'arrêt définitif de toute activité sur le site est intervenu en novembre 2013. La société WAGRAM TERMINAL a repris les installations de stockage d'hydrocarbures raffinés (bacs et terminal de chargement des camions-citernes) et a été autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral du 25/01/2013.

Par arrêté préfectoral du 17 août 2016, la société BF2 RHEINPARK s'est substituée au dernier exploitant en tant que tiers demandeur pour la réhabilitation du site industriel. Des arrêtés préfectoraux d'encadrement de travaux ont été pris pour les 4 sous ensembles du site :

- arrêté préfectoral complémentaire du 17/08/2016 encadrant les travaux de la zone AP1 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 26/03/2018 encadrant les travaux de la zone AP2 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 30/10/2017 encadrant les travaux de la zone AP3 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 09/07/2018 encadrant les travaux de la zone AP4 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs procès-verbaux de constat de travaux ont été dressés pour les différentes zones du site comme prévu au R512-78 V :

- AP1 (04/12/2017) ;
- AP3 (14/05/2018) ;
- AP2 (14/05/2019) ;
- AP4 à l'exclusion du lot 39, DD7 et du déshuileur final (17/06/2019) ;
- lot 39 (18/11/2021) ;
- DD7 (18/11/2021) ;
- déshuileur final (18/11/2021).

Ils ont conclu à la compatibilité des différentes zones avec l'usage industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles. La portion du site PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT à REICHSTETT (67) où la société BF2 RHEINPARK SAS s'est substituée au dernier exploitant en tant que tiers demandeur pour la réhabilitation est compatible avec un usage industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, notification et mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
<b>Constats :</b> Les travaux de démantèlement et de démolition des installations de raffinage ont débuté en 2016. La mise en sécurité a été constatée par l'inspection du 10 décembre 2019.  Le site ne comporte plus de déchets, de produits et d'installations liés à l'activité de PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT.  La mise en sécurité du site est effective.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consultation sur l'usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<b>Constats :</b> Le tiers demandeur a proposé un usage futur de type industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles. Maître JENNER a donné son accord le 15 mars 2016 comme prévu par l'article R 512-76 I du code de l'Environnement. L'Eurométropole de Strasbourg, l'a également donné le 29 avril 2016 comme prévu au R512-76 III. Le Préfet du Bas Rhin a acté ces usages par courrier du 24 mai 2016. L'usage futur est de type industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> Cessation d'activité
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, compatibilité avec l'usage futur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p><b>Constats :</b> Par arrêté préfectoral du 17 août 2016, la société BF2 RHEINPARK s'est substituée au dernier exploitant en tant que tiers demandeur pour la réhabilitation du site industriel. Des arrêtés préfectoraux d'encadrement de travaux ont été pris pour les 4 sous ensembles du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêté préfectoral complémentaire du 17/08/2016 encadrant les travaux de la zone AP1 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;</li> <li>• arrêté préfectoral complémentaire du 26/03/2018 encadrant les travaux de la zone AP2 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;</li> <li>• arrêté préfectoral complémentaire du 30/10/2017 encadrant les travaux de la zone AP3 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;</li> <li>• arrêté préfectoral complémentaire du 09/07/2018 encadrant les travaux de la zone AP4 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1er du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>Ils définissaient les concentrations maximales admises pour les sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• hydrocarbures C5 – C10 : 1000 mg/kg ;</li> <li>• hydrocarbures C10 – C40 : 5000 mg/kg ;</li> <li>• benzène : 1 mg/kg ;</li> </ul>



- sommes des BTEX : 10 mg/kg.

Concernant la nappe, il a été défini comme objectif l'absence de réalimentation de flottant, ainsi que l'absence d'une phase d'hydrocarbures supérieure à un centimètre.

Les travaux réalisés ont consisté à :

- excaver et trier les sols impactés jusqu'à la nappe selon le plan de maillage défini ;
- de traiter la zone de battement de nappe (sables et graviers) par traitement mécanique sous eaux ;
- d'écrémer les hydrocarbures flottants sur la nappe ;
- de pomper et traiter sur séparateur les eaux chargées en hydrocarbures dissous, BTEX et ETBE.

Leur bonne exécution a été constatée par plusieurs procès-verbaux de constat de travaux comme prévu au R512-78 V :

- AP1 (4 décembre 2017) ;
- AP3 (14 mai 2018) ;
- AP2 (14 mai 2019) ;
- AP4 à l'exclusion du lot 39, DD7 et déshuileur final (17 juin 2019) ;
- lot 39 (18 novembre 2021) ;
- DD7 (18 novembre 2021) ;
- déshuileur final (18 novembre 2021).

Ils ont conclu à la compatibilité des différentes zones avec l'usage industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.

Le site PRR est le siège d'une contamination qui se transfère dans l'aquifère des alluvions du Rhin (nappe d'Alsace). Les pompages réalisés au niveau du puits Est ont permis de retenir les pollutions des eaux souterraines pendant les travaux de remédiation. L'arrêté préfectoral du 17 août 2016 précisait les conditions de maintien d'un pompage de confinement hydraulique des eaux souterraines pendant les travaux, son arrêt et son redémarrage en cas de dégradation de la qualité de la nappe. L'exploitant a transmis les pièces nécessaires à son arrêt. Les pompes sont maintenues en état de fonctionnement en cas de nécessité. Cet élément a été vérifié par l'inspection. Au vu des éléments fournis le rapport d'inspection du 30 juin 2022 a validé l'arrêt du pompage de confinement.

Le site est compatible avec un usage industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.

**Observations :** Sans objet

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet